

L'éditorial de Jean-Claude Mailly

Sommet... Social

Face à la remontée importante du chômage, toutes catégories confondues, le président de la République organise ce qu'on appelle un sommet ou une grand-messe dite sociale le 18 janvier.

De fait, il est malheureusement plus que probable que le taux de chômage repassera officiellement la barre des 10% courant 2012.

Or la question de l'emploi et du chômage sera à coup sûr au centre des débats de l'élection présidentielle.

Dès lors, il y a quelque opportunité politique à organiser une telle réunion.

C'est d'ailleurs pourquoi, dès son annonce, nous avons indiqué que ceux qui voudraient tenter de nous instrumentaliser ne sont pas encore nés. Et la meilleure façon de ne pas l'être c'est de rester fidèles à ce que nous sommes, libres et indépendants, et de faire connaître nos analyses et revendications.

D'autres contacts sont d'ailleurs prévus avec au moins un candidat déclaré à l'élection présidentielle.

Dans tous les cas, ce sont nos positions que nous défendrons.

La cause essentielle de la forte remontée du chômage réside dans la politique économique menée en France comme en Europe.

L'augmentation des dettes publiques décidée pour venir en aide aux banques et institutions financières, le dogmatisme monétaire, l'impossibilité de dévaluer, l'absence d'émancipation des gouvernements face aux marchés financiers conduisent à la mise en place de politiques d'austérité.

Ces politiques, faites de réduction des dépenses publiques et sociales, de pressions sur le pouvoir d'achat des salariés, de réduction des droits sociaux, installent la récession, donc l'explosion du chômage.

Cela signifie qu'on fait payer aux travailleurs et à leurs familles, à des degrés divers selon les pays, la crise et sa persistance, l'austérité amenant l'austérité dans un mouvement de siphon.

C'est pourquoi nous n'accepterons pas toute mesure qui viserait à remettre en cause les droits sociaux et les principes républicains.

Ce qui serait par exemple le cas avec des accords compétitivité/emploi, visant à baisser la durée du travail et les salaires en contrepartie d'engagements (?) sur l'emploi ou l'investissement.

De tels mécanismes non seulement ont souvent échoué, mais ils font porter le risque sur le salarié et ne visent à rien d'autre que d'imposer un temps partiel contraint.

Ils sont d'ailleurs contraires au chômage partiel où la perte de salaire est en grande partie compensée. Mais

encore faut-il que le gouvernement accepte de mettre de l'argent sur la table.

D'autres revendications seront rappelées (AER, préretraites, Allocation de solidarité intergénérationnelle, accessibilité du CSP aux CDD notamment). Ce n'est pas en poursuivant, voire en accentuant la politique économique à l'origine de la crise qu'on sortira de la crise, ce qui nécessiterait une vraie rupture aux niveaux national et européen.

«Perseverare diabolicum», disaient les latins ou, comme Albert Einstein, «la folie c'est de faire toujours la même chose et de s'attendre à un résultat différent».

Autant nous sommes prêts à discuter de toute une série de mesures ponctuelles face à la crise, autant nous n'acceptons pas l'idée subreptice de TVA sociale, parce que c'est économiquement inefficace et socialement dangereux.

Quand on fait une erreur de diagnostic économique on prescrit un mauvais médicament qui, en plus, peut avoir des effets secondaires néfastes.

Cela étant, bonne année à toutes et à tous. Restons nous-mêmes, soyons rebelles!

Éditorial de Jean-Claude Mailly, Secrétaire général de Force Ouvrière, du mercredi 11 janvier 2012



<http://fovinatier.free.fr/>